



WWW.eit-alger2017.org

Note d'information n°10

Le 16 juillet 2019

Campagne pour la libération de Louisa Hanoune

Pour la troisième fois, le 15 juillet, le tribunal militaire a rejeté la demande de libération de Louisa Hanoune.

Communiqué

Le Secrétariat permanent du bureau politique du Parti des travailleurs informe l'opinion publique que Louisa Hanoune est maintenue en détention provisoire. Le Tribunal militaire de Blida vient de rejeter, ce jour lundi 15 juillet 2019, pour la troisième fois, la demande de liberté provisoire formulée par le collectif d'avocats de Louisa Hanoune, première Cheffe d'un parti politique à être emprisonnée pour ses positions politiques depuis la fin de la tragédie nationale.

Louisa Hanoune, détenue politique, arbitrairement arrêtée et écrouée depuis le 9 mai 2019 entame ainsi son troisième mois en prison. Comme l'ont indiqué ses avocats, la secrétaire générale du PT présente toutes les garanties pour être en liberté provisoire et rester à la disposition de la justice.

Cette injustice doit cesser. Aucune raison n'est valable pour justifier son maintien en détention provisoire qui devient de fait une condamnation provisoire puisque elle est privée de liberté et de ses droits politiques et civiques depuis 68 jours.

Le maintien de Louisa Hanoune en prison s'inscrit dans la nouvelle offensive des autorités contre la démocratie et les libertés. Le maintien de Louisa Hanoune en prison tout comme celui du Moudjahid Lakhdar Bouragaa et des dizaines de détenus d'opinion annoncent un tournant dans la nouvelle ère ouverte le 9 mai dernier avec son incarcération.

Le PT, le Comité national pour la libération de Louisa Hanoune se réuniront incessamment pour étudier les voies et moyens pour renforcer et élargir de mobilisation sur le terrain de la démocratie pour exiger et obtenir la libération immédiate et inconditionnelle de la secrétaire générale du PT. Liberté pour Louisa Hanoune Liberté pour Lakhdar Bouregaa Liberté pour tous les détenus d'opinion.

Le secrétariat permanent du bureau politique du PT
Alger, le 15 juillet 2019 - 13h45

Récapitulatif des prises de position à l'échelle internationale
Il y a désormais **83 pays qui participent à la campagne.**

Des Amériques

Argentine :

Secrétaire général de la Centrale des travailleurs d'Argentine (CTA Autonome) ;
Bandera Roja (journal de l'organisation Partido Obrero) demande la libération de Louisa Hanoune.
Un membre du Comité directeur Ate (Santa Fé)
Le secrétaire exécutif de la confédération des travailleuses et travailleurs de l'Université des Amériques.

Brésil :

Au total 650 prises de position d'organisations, de partis politiques, de mouvements associatifs, de dirigeants syndicaux, de parlementaires et de personnalités dont entre autres :

Le Parti des travailleurs, dans une motion de sa Commission exécutive nationale ;
Le prisonnier politique Lula a publié un message pour demander la libération de la prisonnière politique Louisa Hanoune ;
Le Parti communiste du Brésil (PCdoB)
L'exécutif national du parti Socialisme et Liberté (PSOL) ;
Secrétaire du Forum de São Paulo ;

Vicentinho, député fédéral du PT (São Paulo) ;
Paulo Pimenta, responsable du groupe parlementaire du PT au Parlement ;
Dialogue d'action pétiste (DAP), signé Julio Turra et Luis Eduardo Greenhalgh, membres du Cilé ;
Le directoire municipal du PT de São Paulo ;
Le directoire zonal Vila-Maria du PT de São Paulo ;
Le député du PT de l'État du Minas Gerais, Betão ;
Exécutif du Parti des Travailleurs Rio de Janeiro (PT-RJ) ;
Exécutif du Parti des Travailleurs de Volta Redonda-RJ ;
Guilherme Sampaio, conseiller municipal du PT Fortaleza (CE) ;
Adriano Diogo, membre du secrétariat national des droits humains du PT ;

La Centrale syndicale de la CUT ;
L'assemblée du syndicat Sinduece de Fortaleza ;
Le Syndicat des travailleurs de l'administration publique de São Paulo ;
La Condsef (Confédération des travailleurs des services publics fédéraux) ;
Le SINSSP, syndicat des travailleurs de la sécurité sociale et des retraites ;
Le Syndicat des employés fédéraux de l'État du Ceara (Sintsef-CE) ;
Le Syndicat des travailleurs de l'enseignement public du Mato Grosso (Sintep-MT) ;
La Confédération nationale des employés municipaux (Confetam CUT) ;
La direction de la CUT des travailleurs de l'État du Rio Grande do Sul (CUT-RS) ;
Le Syndicat des professeurs municipaux de Leopoldenses (Ceprol) ;
Sonia Maria Zerino Da Silva, responsable des Affaires de femmes NCST.

L'Association des universitaires de l'université du sud-ouest de Bahia (Adusb) ;
La Direction de l'Association des professeurs de l'Université Fédérale de Pernambuco (ADUFERPE) ;
Valter Pomar et Maria Caraméz Carlotto, professeurs à l'université fédérale de l'ABC (São Paulo) ;
Le Président du syndicat des médecins de São Paulo exige la liberté pour Louisa Hanoune ;

Le Mouvement indépendant de lutte pour l'habitation Vila-Maria, São Paulo (MIVM) ;

Une lettre a été adressée le 20 mai à l'ambassadeur d'Algérie au Brésil pour demander la libération de Louisa Hanoune contresignée par des responsables et des députés du PT, du président de la Cut, du président du syndicat étudiant, du responsable de la centrale des travailleurs du Brésil (CTB), du mouvement des sans-terre (MST), de l'Union des Noirs pour l'égalité (Unegro), du Parti de la cause ouvrière, de la confédération des travailleurs de l'agriculture, de la Marche mondiale des femmes, du syndicats des enseignants du second degré, de l'Organisation des entités noirs et d'autres ;

Canada :

Lorraine Dubois, militante et libre-penseur ;

Le président et le vice-président du Mouvement laïque québécois ;

Joseph Aussedat, militant pour la laïcité (Québec).

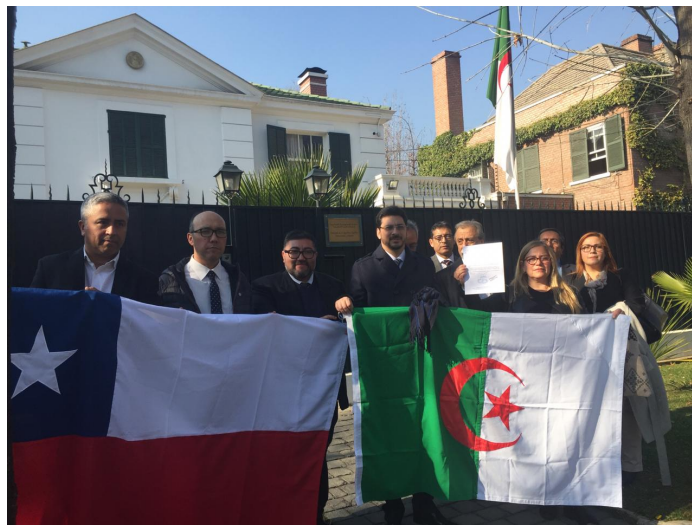
Chili :

La Confédération bancaire du Chili ;

Marco Antonio Canales Huenchuan de la Cut ;

La Présidente de la fédération des employés de centrales d'appel et conseillère nationale de la Cut ;

Délégation à l'ambassade d'Algérie de Santiago, le 4 juillet



Colombie :

Juan Ernesto Rojas, président d'Unibal (CTC).

Daniel Alfredo Dallos et Benjamin Reinoso, CTC ;

Segundo Melquisedec Reyes Sanchez (CGT, UTRADIAN) ;

Martha Edith Macias Hernandez (CGT, UTRADIAN) ;

Gloria Orciza, UTRADIAN ;

Fernando Vasquez vice président CTU ;

Daniel Dalles CTC ;

Benjamin Reinoso Fédération Fesinuvoc CTC ;

Equateur :

L'organisation socialiste révolutionnaire des travailleurs ;

Syndicalistes de l'entreprise Eau potable de Quito ;
Syndicalistes de l'association Riego de agua ;
Syndicalistes de l'entreprise Cetra (secteur électrique).

Etats-Unis

Un appel de militants politiques et syndicaux.
Thompson E. Potter, Jr., syndicaliste Harvard Union of Clerical and Technical Workers (HUCTW)
– à titre personnel ;
Barry M Jones (Mountain Ash) ;
Wayne Heimbach, syndicaliste SEIU, retraité ;
Doug Seidman, New York ;
John Reimann, Oakland socialist ;
Atley Chock, Solidarity Center ;
Le site Oakland Socialist a publié l'appel de l'EIT pour la libération de Louisa Hanoune.
John Kirkland, syndicat des charpentiers de Philadelphie ;
Le comité des Affaires internationales de DSA (Democratic socialists of America) ;
Le SUGSE (Syndicat des étudiants de l'université de Providence, Rhode Island).

Guadeloupe :

L'UGTG et Élie Domota son secrétaire général ;
Secrétaire général de Sud PTT Guadeloupe ;
Secrétaire général de l'Union départementale CGT-FO de Guadeloupe ;
Travayé é Pèyizan a adressé une lettre à l'ambassadeur et aux Affaires étrangères d'Algérie.
Un appel de l'UGTG à un meeting le 20 juin

Haïti :

Confédération des travailleurs des secteurs public et privé d'Haïti (CTSP) ;
La Centrale nationale des ouvriers Haïtiens (CNOHA) ;
Le Parti Rasin Kan Pèp La ;
Le Mouvement de liberté, d'égalité des Haïtiens pour la fraternité (Moleghaf) ;
Un appel à la libération de Louisa Hanoune signé par le Mouvement de liberté d'égalité des Haïtiens pour la fraternité (Moleghaf) ; Confédération nationale des organisations haïtiens (CNOHA) ; MOUVMAN POU LIBERE AYITI (MELA) ; MOUVMAN AITÈNATIV SOSYALIS (MAS) ; Mouvement révolutionnaire des Nippes (MORENIP) ; Mouvman Popilè Jenerasyon Desalin (MPJD) ; Jeunes étudiants progressistes (JETPRO) ; Mouvman Peyizan Sud (MOPES) ; Oganizasyon Peyizan Nip (OPENA).

Martinique :

L'Union des syndicats autonomes de Martinique (UNSAM) ;
Un appel contresigné par des responsables de 7 organisations dont le Conseil national des comités populaires, le cercle Frantz Fanon, l'Alliance ouvrière et paysanne, des militants du Parti communistes pour l'indépendance et le socialiste, des avocats.

Mexique :

Une lettre adressée à l'ambassadeur d'Algérie contresignée par des dizaines de militants politiques et syndicalistes, demandant à être reçus et exigeant la libération de Louisa Hanoune ;
Hugo Rendon Jimenez, confédération syndicale CROC.

Nicaragua :

Vice coordinateur du Front national des travailleurs (FNT) ;
Un responsable de la Fesitun.

Panama :

Le secrétaire général du Syndicat unique national des travailleurs de l'industrie de la construction (Suntracs).

Pérou :

Un appel de responsables syndicaux et politiques dont le secrétaire général de la CGTP.

République dominicaine :

Confédération nationale de l'unité syndicale (CNUS).

Sainte Lucie :

Le président du Syndicat national des travailleurs (NWU).

Trinidad :

Le Président des syndicats du pétrole.

Uruguay :

Elbio Laxalte Terra, libre penseur et humaniste, membre de l'Association civile 20 septembre.

Venezuela :

Un appel de 10 députés constituants, de responsables politiques, d'avocats, de responsables syndicaux demande la libération de Louisa Hanoune ;

Constitution d'un comité de solidarité pour la libération immédiate de Louisa Hanoune avec des députés constituants et des syndicalistes.

D'Afrique

Afrique du Sud :

Appel de responsables syndicaux, de militants de la Conscience noire, de militants politiques ;

Le Mouvement de la conscience noire ;

Le Parti socialiste d'Azanie.

Bénin :

Le Syndicat national des enseignements primaires publics du Bénin (SNEP B)

Moudassirou Bachabi, secrétaire général de la Confédération Générale des Travailleurs du Benin (CGTB) ;

Nagnini Mampo Kassa Mampo, secrétaire général de la CSTB ;

Hounwanou Christophe Houessionon, secrétaire général de la Centrale des syndicats unis du Bénin (CSUB) ;

Basilia Odjoube, première secrétaire générale adjointe de la COSI-Bénin.

Botswana :

Le Président de la BFTU (Fédération syndicale du Botswana).

Burkina Faso :

Le Secrétaire général de l'ONSL ;

Inoussa Nana, secrétaire général, Force Ouvrière-Union Nationale des Syndicats (FO-UNS) ;

Confédération générale du travail du Burkina (CGTB).

Cameroun :

Confédération syndicale Entente nationale des travailleurs du Cameroun ;

Le syndicat des enseignants SYNAEEPCAM ;

Le syndicat Synester ;

Antoinette Tanguno, présidente de la Confédération Camerounaise du Travail ;

Célestin Baya Synguima, Confédération Syndicale des Travailleurs du Cameroun ;

Jacob Tatsitsa, Université de Yaoundé.

Lettre de la CSTC à l'ambassadeur d'Algérie.

Congo

Daniel Mongo, secrétaire général de la CSC Congo.

Côte d'Ivoire :

L'Union nationale des travailleurs de Côte d'Ivoire (UNATRCI) ;

La Fédération des syndicats autonomes de Côte d'Ivoire (Fesaci) ;

Le président de la Fédération des syndicats de l'éducation de la Fesaci ;

Secrétaire général du CNES ;

Syndicaliste du Synamieci (UNATRCI) ;

Le président et le secrétaire général de Dignité ;

Le premier secrétaire général adjoint d'Humanisme.

Djibouti

Hassan Cher, UDT Djibouti.

Gabon :

Le Président de la confédération syndicale des travailleurs du Gabon ;

Une syndicaliste de la confédération syndicale du Gabon (Cosyga) ;

Fridolin Mva Messa, président d' l'Union des syndicats de l'administration publique, parapublic et privé ;

Ntougue Claude Bernard, président de la CSG.

Ghana :

Le vice-président de GFL ;

La vice-responsable de la division nationale du PSWU (syndicat de l'aviation civile) ;

Le vice-président du TUC ;

Responsable national du syndicat général des travailleurs de l'agriculture (GAWU) ;

Responsable du syndicat des mineurs (GMU) ;

Syndicaliste du CRIWU.

Guinée :

L'Union syndicale des travailleurs de Guinée (USTG)

Île Maurice :

Mauritius Labour Congress.

Kenya

Isaiah M'Itumitu, membre de la direction de l'organisation centrale des syndicats.

Mali :

Parti pour la solidarité africaine, pour la démocratie et l'indépendance (SADI) ;

SNEC-UNTM (Union nationale des travailleurs du Mali) ;

Syndicalistes de la CSTM.

Maroc :

Comité de rédaction d'Informations ouvrières

Mauritanie :

Syndicat national de l'enseignement secondaire (SNES).

Niger :

Syndicat national des travailleurs du pétrole du Niger (BEN SYNATRAP) ;
Union syndicale progressiste des travailleurs (USPT)
Confédération démocratique des travailleurs du Niger (CDTN) ;
Confédération générale des syndicats libres (CGSL).
Le secrétaire général de la CSTN.

Nigeria

Le vice-président de l'Union des employés de l'agriculture du Nigeria ;
Le Président de l'Union syndicale des cheminots (NUR).

Ouganda :

Président de la Coftu ;
Secrétaire général de l'UPASU.

République démocratique du Congo :

Union nationale des travailleurs du Congo (UNTC).

République du Congo

Le Secrétaire général du CSC.

République centrafricaine :

La secrétaire générale de la confédération nationale des travailleurs centrafricains (CNTC) ;
Le secrétaire général du SYNEAC.

Rwanda :

Syndicat des travailleurs de l'agriculture.

Sénégal :

Un collectif de 12 centrales syndicales à publié une déclaration commune ;
Confédération des syndicats autonomes du Sénégal (CSA)
CNTLS ;
La Confédération nationale des travailleurs du Sénégal FC ;
Union des syndicats démocratiques du Sénégal (USDS) ;
Le président des jeunes scientifiques du Sénégal ;
Le secrétaire général adjoint de l'UNSAS ;
Le secrétaire général de la Fédération nationale des travailleurs du Sénégal (FNTS) ;

Mor Ndao, Professeur à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar.

Soudan :

L'Union des femmes soudanaises ;
Deux responsables du Parti communiste soudanais en exil.

Tchad :

Syndicat des enseignants du Tchad (SET) ;
Le collectif pour l'alphabétisation, la santé et la formation des Femmes.

Togo :

Centrale syndicale Unsit.
Déclaration commune de la Convention démocratique des peuples africains et du Parti démocratique des travailleurs des villes et des campagnes.

Tunisie :

La secrétaire générale du Mouvement des libres penseurs de Tunisie ;

Syndicat local enseignant UGTT.

Zimbabwe

Cecilia Alexander, présidente de l'Association des services publics.

D'Asie**Birmanie :**

Le président de la confédération des syndicats du Myanmar.

Corée :

Hyunsu Hwang, responsable international de la KTU (fédération des enseignants).

Inde :

Le président de la JNUSU (syndicat étudiant de l'université Nehru) ;

Le secrétaire général de la confédération syndicale Bharatiya Mazdoor Sangh (BMS).

Iran :

Parti communiste d'Iran.

Népal :

Balaram Chitrakar, Katmandou ;

Uma Nakarmi-Chitrakar, Katmandou.

D'Europe**Allemagne :**

Ver.di, direction régionale des hôpitaux, Berlin ;

Direction exécutive de GEW, Berlin ;

Syndicat ver.di des hôpitaux, Berlin ;

SPD Heidelberg ;

SPD Heilbronn ;

Direction des Linken du land Nordrhein-Westfalen ;

Le DGB de la région du Nord-Wurtemberg ;

Andreas Stoch, Président du SPD du Land Baden-Württemberg y député SPD du Land ;

Bernd Riexinger, Président de Die Linke ;

Des participants de la réunion annuelle de la commission syndicale des Verts ;

Des participants de la commission tarifaire de VER.DI pour la section du commerce de la région
Düsseldorf/Rhein/Wupper ;

Jeunesses socialistes du SPD (JUSOS), direction nationale ;

Direction du Land de Berlin des commissions ouvrières du SPD (AfA) ;

SPD - Commission ouvrière de Niederrhein ;

Commission ouvrière du SPD, district de Berlin Charlottenburg-Wilmersdorf ;

Direction de la Commission ouvrière du SPD à Berlin Tempelhof-Schöneberg ;

Commission ouvrière du SPD, groupe fonction publique et entreprises de la ville (Francfort) ;

SPD - Commission ouvrière de Düsseldorf ;

SPD - Commission ouvrière de Berlin Reinickendorf ;

Section 76 de Charlottenburg-Wilmersdorf ;
SPD - union locale Heidelberg Altstadt-Schlierbach ;
SPD - Union locale Francfort Nordweststadt Süd ;
AG 60+ SPD sous-secteur de Düsseldorf ;
Hilde Mattheis, députée au Parlement fédéral, membre de la direction nationale du SPD et présidente du Forum DL 21 (Gauche Démocratique au sein du SPD) ;
Cansel Kiziltepe, députée SPD au Parlement fédéral ;
Dr. Clara West, membre de la Chambre des députés de Berlin, présidente adjointe du groupe SPD ;
Susana dos Santos-Hermann, députée SPD au Parlement régional de Rhénanie du Nord – Westphalie ;
Andreas Kossiski, député SPD au Parlement régional de Rhénanie du Nord – Westphalie ;

Le congrès du syndicat des enseignants (GEW) de Rhénanie du Nord-Westphalie qui s'est tenu du 23 au 25/05/2019 à Essen, exige la libération immédiate de Louisa Hanoune ;
Direction du syndicat des enseignants (GEW) de Schleswig-Holstein ;
Ver.di, union locale Berlin Centre-Nord ;
Ver.di, union locale Berlin-Nord-ouest ;
Ver.di, secteur de Südholstein
Dorothea Schäfer, responsable pour le Land, au nom du syndicat des enseignants (GEW) de Rhénanie du Nord-Westphalie ;
Rencontre du réseau de Francfort du travail social du 15/05/2019, à laquelle ont participé des représentants de 12 entreprises et 2 syndicats (Ver.di et GEW) ;
Direction de l'association des écrivains de Berlin ;
Ver.di, direction du secteur 13 de Berlin ;
Groupe de travail FoKuS au sein du secteur 13 ;
Les représentants syndicaux de l'hôpital LVR à Cologne ;
Syndicat des enseignants (GEW), direction du district de Neumünster ;
Les membres du comité directeur de Ver.di du Land de Rhénanie du Nord – Westphalie ;
Les membres du comité directeur du syndicat Ver.di dans le Land Berlin-Brandebourg ;
Prof. Klaus Staeck, Président d'honneur de l'Académie des Arts de Berlin ;
Frank Jahnke, SPD, député du parlement de Berlin ;
Franziska Becker, député du parlement de Berlin ;
Thomas Cosmar, Président de la direction Ver.di du Land Berlin ;
Dietmar Köster, SPD, membre du Parlement Européen ;
Astrid Henke, Président du GEW du Land Schleswig-Holstein ;
Annegret Hansen, présidente adjointe du Comité exécutif fédéral du Groupe de travail pour les questions des employés du SPD, AfA.

Un appel très large de syndicalistes, de militants du SPD, de Die Linke, d'élus régionaux et locaux.

Autriche :

Andreas Auzinger, direction de la jeunesse de la Gauche syndicale ;
Des responsables du SPÖ de Vienne (Parti social-démocrate) et de la centrale syndicale ÖGB de Vienne.

Belgique :

Robert Vertenueil, président de la Fédération générale du travail de Belgique (FGTB) ;
Jean-François Tamellini, secrétaire fédéral de la FGTB ;

Appel contresigné par des syndicalistes de la FGTB et des universitaires ;
Robert Vertenueil, président de la Fédération générale du travail de Belgique (FGTB) ;
Jean-François Tamellini, secrétaire fédéral de la FGTB ;
Fabrice Eeklaer, conseiller, Confédération des syndicats chrétiens (CSC) ;
Marc Goblet, député au Parlement fédéral, PS ;
Nadia Moscufo, députée au Parlement fédéral, PTB ;
Alice Bernard, députée au Parlement de Wallonie, PTB ;
Manuel Lamoline, Président CGSP-Amio (Fgtb), régionale de Liège ;
Julien Hannotte, secrétaire politique du Parti communiste de Belgique ;
Christian Jacquemin, président de la Régionale FGTB Verviers – OstBelgien ;
Selena Carbonero Fernandez, présidente du Bureau des femmes de la FGTB Wallonne ;
Francis Leroy, représentant CWTSE au Bureau de la FGTB Wallonne ;
Une douzaine de délégués et militants FGTB (Régionale de Liège) ;
Antonio Cocciolo, président FGTB Charleroi et sud-Hainaut ;

Militants associatifs, des droits de l'homme et de la gauche anticapitaliste ;
Cercle de la Libre pensée ;

Espagne :

Conférence de presse au Parlement de Catalogne le 6 juin

Une conférence de presse commune a été organisée le 6 juin au Parlement de Catalogne en présence des députés Jordi Albert (ERC), Vidal Aragones (Cup), Susanna Segovia (ECP) et Francesc de Dalmases (JxCat) – Ferran Pedret (PSC) s'est excusé tout en soutenant les décisions annoncées – et Josep A. Pozo, porte-parole du comité en Espagne pour la libération de Louisa Hanoune.

Les partis représentés ont annoncé qu'une déclaration des porte-parole du Parlement de Catalogne serait présentée pour la libération de Louisa Hanoune.

En outre, il a été annoncé que des démarches vont être entreprises pour demander à ce qu'une délégation de parlementaires catalans puisse se rendre en Algérie pour rencontrer Louisa Hanoune en prison.

Les députés ont annoncé également qu'ils saisiraient le gouvernement espagnol pour qu'il se prononce en faveur de la libération de la secrétaire générale du PT.

Le porte-parole du comité en Espagne a enfin informé que dans le cadre de la journée internationale du 20 juin, un rassemblement aura lieu devant le consulat d'Algérie de Barcelone avec la participation de parlementaires, de responsables syndicaux, etc.

Le groupe parlementaire (députés et sénateurs) d'Esquerra Republicana (ERC) ;
Vidal Aragones, député au Parlement de Catalogne (Cup) ;
Jordi Albert i Caballero, député et membre du groupe parlementaire du parlement de Catalogne pour ERC s'est adressé à l'ambassade à Madrid ;
José Ignacio Molina Arroyo et Inmaculada Nieto Castro, députés du Parlement d'Andalousie ;
Des conseillers municipaux de communes dans les départements de Valence, Castellon, Madrid, Séville ;
Association Trabajo y Democracia ;
Europa Laica ;
Coordination 25 Septiembre (Madrid) ;
Alternative Républicaine ;
Le Comité d'alliance des travailleurs et des peuples (CATP) ;
Plusieurs conseillers municipaux de Malaga ;

Comité de rédaction de *Tribuna socialista* ;
Groupe des avocats du travail de l'UGT de Valence ;

Commission exécutive des Commission ouvrières (CCOO) ;
Commission exécutive de l'UGT ;
Comité confédéral de l'UGT.

Alternative Républicaine ;
Le Comité d'alliance des travailleurs et des peuples (CATP) ;
Plusieurs conseillers municipaux de Malaga ;
UGT de Madrid service à l'égalité et mouvement citoyen ;
Le président de Grenade républicaine ;
La Plateforme en défense du système public de Sécurité sociale (région de Cuenca) ;
Des maires, des élus des régions de Tolède et Cuenca ;
Le secrétaire général des CCOO de la région sud de Madrid ;
Secrétaire général de la fédération des pensionnaires et retraités des CCOO de Madrid ;
Fédération des services à la personne des CCOO ;
UGT de Madrid service à l'égalité et mouvement citoyen ;
Secrétaires généraux de l'UGT du Pays basque ;
Des membres du Conseil confédéral de CCOO ;
Des membres de la commission exécutive de la fédération de la Santé d'Andalousie ;
Fédération des services publics du Pays basque ;
Secrétaire général de l'UGT de Catalogne ;
Comité exécutif fédéral de la Fédération des services UGT ;
Comité exécutif du secteur de l'imprimerie de CCOO de Madrid ;
Secrétaire général de la fédération des pensionnaires et retraités des CCOO de Madrid ;
José Alcazar et Ruben Ranz des 8 d'Airbus poursuivi pour fait de grève au titre de l'article 315-3 du code pénal ;
Jordi Aragunde, coordinateur général de l'International Dockworkers Council (IDC)
Sections syndicales et secrétaires généraux de John Deere, Métro de Madrid, Schneider Electric, Corrugados, Peugeot, Plastic Omnium, de la mairie de Sabadell (Catalogne), de la préfecture de Barcelone, des postes de Tarragone, Union locale de Baix Llobregat ;
Des dizaines de militants UGT, des CCOO et du Stem de l'enseignement ;
Et des prises de position syndicales de l'UGT et des CCOO dans les régions de Madrid, Andalousie, Pays basque, Valence et Catalogne ;
Groupe de militants de UGT et CCOO des secteurs de l'industrie, de la Santé et du Bâtiment de Valence et de Castellon ;
Deux délégations à l'ambassade d'Algérie à Madrid et une délégation au consulat de Barcelone ont été réalisées.

France :

Un appel large de personnalités, PS (Jean-Marc Ayrault, ancien Premier ministre ; Lionel Jospin, ancien Premier ministre et des députés du PS), PCF (Fabien Roussel, secrétaire national du PCF et des députés et sénateurs du PCF), FI (Jean-Luc Mélenchon et des députés de la FI), Benoît Hamon, Olivier Besancenot, Jean-Pierre Chevènement, Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, Yves Veyrier, secrétaire général de la CGT-FO, de la FSU (Bernadette Groison, secrétaire générale de la FSU), et de très nombreux d'instances syndicales y compris d'un certain nombre de fédérations nationales des confédérations syndicales, des démocrates comme Me Henri Leclerc, des universitaires comme Benjamin Stora, qui a recueilli en quelques jours des milliers de signatures. Une conférence de presse s'est tenue à Paris le 22 mai.

Grande-Bretagne :

Un appel de militants syndicaux et du Labour Party (de Momentum, du Parti communiste, du Parti socialiste du Devon sud, des syndicalistes de Unite, du NEC, de l'Association des Femmes de couleurs, etc.) ;

Le BFAWU (syndicat de l'alimentaire et de la boulangerie) ;

Le NEU, Syndicat de l'éducation nationale ;

Le SERTUC (Culture) ;

Union locale des Tuc de l'arrondissement de Barnet (nord de Londres) ;

Le Comité exécutif national de l'University and College Union (UCU).

Le réseau Mena Solidarity ;

Le journal Review of African Political Economy (ROAPE) condamne l'incarcération de Louisa Hanoune, soutient la journée internationale du 20 juin et appelle à soutenir.

Grèce :

Le Président de Penen (syndicat des marins de la flotte commerciale) demande la libération de Louisa Hanoune ;

Le secrétaire général de l'Union des dockers du port du Pirée ;

Une syndicaliste de l'enseignement secondaire du syndicat OLME ;

Theophano Papazissi, professeure de Droit émérite (Thessalonique) ;

Panayote Dimitras, Fédération européenne des Humanistes ;

Efstratios Kalaitzis, chirurgien (Thessalonique).

Italie :

Eurostop (Potere al popolo) ;

Mauricio Mesoraca, ex-sénateur ;

Eliana Como, membre de la direction nationale de la Confédération générale italienne du travail (CGIL) et porte-parole #riconquistiamotutto!

Maria Mantello, responsable de l'association Giordano Bruno ;

Marco Meruni, reporter ;

Mario Eustachio de Bellis, président de l'association des Partisans italiens ;

Regina D'eramo, parti socialiste.

Giordana PALLONE, CGIL ; Marina BOSCAINO, enseignante ; Remolo TOZZI, professeur ;

Gulliguma BIAUCHI ; Susanna CROSTELLE ; Angela ZANOTTE ; Gabriela CASALIM ; Silvana PISA ;

Adele MAZZOCCHI ; Paolo TREVISANI ; Lorenzo BECCU ; Giorgio MELLE ; Barbara Von JHERING ;

Daniela LUCATELLI PASQUA ; Tina AQUILI.

Moldavie :

Boboc Vitalie, de Résistance populaire ;

Andrei Podgourski, VNKPM.

Pologne :

Le comité de rédaction du site d'informations en ligne *Strajk* demande la libération immédiate de Louisa Hanoune

Portugal :

Le Parlement a voté une demande libération de Louisa Hanoune.
--

Vote n°829/XIII/4ª: « L'Assemblée de la République, réunie en session plénière, manifeste sa grande préoccupation et condamne la détention de Louisa Hanoune, exigeant sa libération immédiate et inconditionnelle. »

Isabel Moreira, députée du PS à l'Assemblée de la République ;
Pedro Filipe Soares, João Vasconcelos, José Manuel Pureza et José Soeiro députés du Bloc de Gauche à l'Assemblée de la République,
Antonio Chora, membre de la direction nationale du Bloc de gauche ;
Paulo Trigo Pereira, député indépendant à l'Assemblée de la République ;
Roberto Almada, député du BE de l'Assemblée régionale de Madère ;
Lettre adressée à l'ambassadeur d'Algérie à Lisbonne par l'Association 25-Avril ;
Mouvement du Parti de la terre ;
Collectif Andorinha ;
Groupe du PT au Portugal ;

Raquel Varela, historienne ;
Maria da Paz Lima, sociologue ;

Le 13^e congrès national des professeurs (Fenprof) du 14 et 15 juin appelle à la libération immédiate de Louisa Hanoune ;
Antonio Avelãs, dirigeant du syndicat des professeurs du Grand Lisbonne (SPGL)
Le secrétaire général de l'UGT ;
Le Syndicat SINDETELCO (poste et télécom) ;
Le Syndicat des infirmiers SE ;
Le SINDEQ ;
Syndicat des dockers (SEAL) ;
Commission des travailleurs de Groundforce ;
Collectif des Jeunes travailleurs de Madère ;
Alexandre Café, responsable du SITE CSRA et élu municipal ;
Lettre à l'ambassadeur de la commission des travailleurs de l'aéroport de Lisbonne ;
Paulo Trigo Pereira, député indépendant à l'Assemblée de la République ;
Roberto Almada, député du BE de l'Assemblée régionale de Madère ;
Mouvement du Parti de la terre ;
Collectif Andorinha ;
Groupe du PT au Portugal ;
Maria da Paz Lima, sociologue.

Roumanie :

L'Association des travailleurs de Roumanie ;
Le Syndicat national de Tarom (compagnie aérienne nationale) ;
Fédération syndicale Hermes ;
Le syndicat Solidarité universitaire ;
L'association pour l'émancipation des travailleurs (AEM) ;
Cristian Rudolf, président du syndicat Fires de l'UEMR ;
Un appel contresigné par un député et des présidents de fédérations syndicales ;
Un appel signé par des militants politiques et responsables syndicaux.

Russie, Kazakhstan, Ukraine, Bélarusse, Lettonie et Arménie :

Des militants du PRT de Russie, de Résistance autonome d'Ukraine, des militants du NPLD, du LKCM, du Parti communiste de la Fédération de Russie et du Mouvement Russie socialiste ;

Un appel commun de militants politiques de ces six pays de l'ex-Union soviétique.

Slovénie, Croatie...

Une série de personnalités.

Serbie :

Un appel de militants politiques et de responsables syndicaux ;

Coordinateur de « Femmes en noir ».

Suède :

Hakan Svenneling, député et porte-parole à la politique extérieure au nom du Parti de gauche ;

Le Socialistiska Partiet ;

Des responsables du syndicat des professeurs, de la métallurgie et des membres du Parti de gauche.

Suisse :

Jean Ziegler, PSS, sociologue, vice-président du conseil consultatif du Conseil des droits de l'homme de l'ONU ;

Melik Özden, directeur du CETIM ;

Laurence Fehlmann Rielle, conseillère nationale PS Genève ;

Manuel Tornare, conseiller national PS Genève ;

Fabian Molina, conseiller national PS Zurich ;

Nicolas Rochat Fernandez, conseiller national PS Vaud ;

Françoise Pitteloud, ancienne conseillère nationale PSV ;

Eric Voruz, ancien conseiller national PSV ;

Jean-Luc Godard, cinéaste ;

Anne-Marie Mieville, cinéaste ;

Jean Tschopp, juriste, Unia et député au Grand Conseil Vaud ;

ean-Charles Rielle, député PSG ;

Pierre Eckert, député les Verts GE ;

Jocelyne Haller, députée Ensemble à gauche Genève ;

Pablo Cruchon, député Ensemble à gauche Genève ;

Emmanuel Deonna, conseiller municipal et député suppléant PSG ;

Christian Zaugg, député Ensemble à Gauche GE ;

Nicolas Walder, président des Verts-Genève ;

Jean Burgermeister, député solidaritéS GE ;

Christian Dandrès, député PS Genève ;

Nicole Valiquer Grecuccio, députée PS Genève ;

Carole-Anne Kast, PSG ;

Anaïs Timofte, vice-présidente du Parti Ouvrier Populaire Vaud ;

L'assemblée nationale des délégués du syndicat de la communication (Syndicom) a adopté une résolution pour la libération de Louisa Hanoune ;

Résolution du 80^e congrès national du syndicat des transports (SEV) et 104 délégués du congrès ont signé l'appel ;

Katharina Prelicz-Huber, présidente nationale du SSP-VPOD ;

Graziano Pestoni, président de l'Union syndicale du Tessin ;

Marc Simeth, président du Cartel inter syndical du personnel de l'Etat-Genève ;

Vania Alleva, vice-présidente d'UNIA ;

Giorgio Tuti, président du Syndicat des transports (SEV) ;

Pierre-Yves Maillard, président de l'USS ;

L'assemblée de délégués de l'Union syndicale suisse (USS) ;

La Communauté genevoise d'action syndicale (CGAS) ;

Turquie

La Confédération syndicale des employés publics (KESK) ;

Le responsable des affaires internationales de DISK ;

Egitim Sen, syndicat des travailleurs des sciences et de l'Education de la confédération KESK ;

Livanc Eliacik DISK (responsable des affaires internationales) ;

Roman GürDüz, KESK.

Du Moyen-Orient

Bahreïn :

L'Association des femmes de Bahreïn.

Liban :

Le vice-président de la Fédération nationale du syndicat des ouvriers et des employés ;

La secrétaire générale et membre du conseil exécutif de la Confédération générale des travailleurs du Liban ;

Un responsable de la Fédération des syndicats de la construction et du bois ;

Un responsable du Syndicat des ouvriers de la décoration et de la peinture.

Section libanaise de la Fédération internationale des journalistes ;

La présidente de l'Union des avocats arabes ;

Une prise de position de militants politiques et syndicaux ;

Un responsable du Front de la libération des travailleurs ;

Centre régional arabe de la fédération mondiale des Femmes démocrates ;

La présidente de la Ligue des droits de la femme libanaise ;

La présidente de la Fédération des comités de femmes travailleuses palestiniennes au Liban ;

Les Femmes démocrates palestiniennes au Liban ;

Des responsables du Mouvement mondial des mères - Liban ;

Un responsable de l'Union nationale des femmes libanaises ;

Un responsable du Comité national pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes ;

Irak :

L'Association des femmes irakiennes.

Jordanie :

L'Association des femmes arabes ;

Khaled Ramadan Awwad, député et syndicaliste.

Palestine :

Salah Salah au nom du Palestinian national forum ;

Syndicat des travailleurs arabes de Nazareth ;

Le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) : « *Nous dénonçons et condamnons l'incarcération de la respectée camarade Louisa Hanoune et demandons sa libération immédiate.* » ;

Awad Abdel Fattah, leader palestinien en « Israël », coordinateur de la campagne pour Un seul Etat démocratique sur les territoires historiques de la Palestine.

Ghada Karmi, auteure et universitaire.

Syrie :

La Ligue des femmes syriennes.

RAPPEL

Toutes les prises de position que vous envoyez aux consulats ou aux ambassades d'Algérie doivent être également envoyées en copie à l'EIT (merci) :
eit.ilc@fr.oleane.com

Les camarades demandent également que ces prises de position soient envoyées directement au gouvernement algérien. Celui-ci officiellement n'a pas d'adresse mail mais un fax, dont voici le numéro :
00-213 21 71 79 27.